

Baccalauréat STMG

Session 2018

Épreuve : **Histoire-Géographie**

Durée de l'épreuve : 2h30

Coefficient : 2

PROPOSITION DE CORRIGÉ

Première partie histoire

1/ Le 9 novembre 1989 avec la chute du mur de Berlin ou décembre 1991 avec la fin de l'URSS.

2/ Sur le croquis :

- Décolonisation entre 1947 et 1965,
- Décolonisation entre 1955 et 1975 : entourer l'Afrique,
- Ancienne colonie française,
- Ancienne colonie britannique.

3/ Un président et son Premier ministre :

- De Gaulle et Debré ou Pompidou,
- Pompidou et Chaban Delmas,
- Giscard d'Estaing et Chirac ou Barre,
- Mitterrand et Mauroy, Fabius, Chirac, Rocard, Cresson, Bérégovoy ou Balladur,
- Chirac et Juppé ou Jospin,
- Sarkozy et Fillon,
- Hollande et Ayrault, Valls ou Cazeneuve,
- Macron et Philippe

Première partie géographie :

4/ Proposez une définition d'interface : zone de contact entre deux espaces économiques. Elle peut être terrestre ou maritime.

5/ « La mondialisation met en relation les territoires par des flux de différentes natures » :

- Flux financiers : circulation des capitaux boursiers, IDE
- Flux de marchandises : échanges de produits manufacturés, de matières premières et de denrées agricoles à hauteur de 18 000 milliards de dollars pour l'année 2017.
- Flux humains : migration avec 242 millions de migrants en 2016 ; tourisme et ses 1,2 milliards de personnes pour l'année 2017 ; étudiants à l'étranger avec plus de 4 millions de personnes.
- Flux de communication : internet (3,5 milliards d'utilisateurs) et les réseaux sociaux.

6/ La puissance culturelle de la France prend différents aspects :

- La Francophonie et son organisation qui promeut la langue française dans le monde. On estime à 220 millions le nombre de locuteurs.
- Les Instituts français qui vont aussi promouvoir la langue et la culture française.
- Les réseaux d'information : RFI, France 24 ou TV 5 monde.
- L'Alliance française et son réseau présent dans plus de 140 pays.
- Les écoles françaises : les lycées français.
- Le cinéma.
- La gastronomie et le vin.
- L'industrie du luxe.
- Le développement de partenariat culturel comme le Louvre d'Abu Dhabi.
- La promotion du patrimoine par le biais de l'UNESCO

Deuxième partie histoire :

Exercice n°1 : Le Moyen-Orient et le pétrole.

1/ C'est un discours du président américain George H. Bush suite à l'invasion par l'Irak du Koweït début août 1990. Nous sommes dans un contexte plus global de fin de la Guerre froide suite à la chute du mur de Berlin le 9 novembre 1989. Les relations entre les deux supergrands sont apaisées ce qui se ressent au niveau du fonctionnement des Nations Unies.

2/ Suite à l'invasion du Koweït par l'Irak, un embargo a été voté ce qui a réduit la production de pétrole. Même si les autres pays ont augmenté leurs productions cela n'a pas suffi. Les prix sont donc partis à la hausse.

3/ Afin d'éviter des problèmes d'approvisionnement, George Bush propose :

- Augmenter les productions des pays amis (Arabie Saoudite, Emirats Arabes unis),
- Ponctionner dans les réserves stratégiques américaines,
- Utiliser toutes les autres énergies : « charbon, gaz naturel, énergie hydroélectrique et énergie nucléaire ».

4/ Les Etats-Unis jouent un rôle de protecteur comme avec l'Arabie Saoudite et le pacte du Quincy signé en février 1945 qui a pour vocation de protéger ce dernier de toute agression. Pour les amis, nous avons l'Arabie Saoudite, le Koweït ou bien les Emirats Arabes unis.

5/ Le Moyen-Orient est une région stratégique pour le pétrole car, aujourd'hui, il compte pour plus de un tiers de la production mais aussi pour les deux tiers des réserves.

Exercice n°2 : l'Amérique latine.

1/ Le Brésil cherche à devenir un leader de l'Amérique latine en mettant en place toute une série d'organisations regroupant ces pays. Cela a été le cas du Mercosur dès 1991, la Communauté sud-américaine des nations (Casa) en 2004, l'Union des nations sud-américaines (Unasur) en 2008. Mais cela a été aussi le fait de réclamer un poste de membre permanent aux Nations Unies ou bien de s'opposer aux Etats-Unis dans le cadre des négociations de la ZLEA.

2/ Afin de pas paraître comme dominateur, le Brésil se pose comme un porte parole de l'Amérique latine comme dans le cas des négociations commerciales au sein de l'OMC. Il cherche à se poser aussi comme un médiateur en cas de crise avec son intervention en Haïti. Le Brésil ne cherche pas à pousser plus loin l'intégration au sein du Mercosur car il se trouverait dans une position de domination très forte comme pour son PIB qui représente plus de 50 % de la zone.

3/ Le document 3 est une caricature qui fait suite à la création de la CELAC par les Etats latino-américains. Nous retrouvons trois des grands leaders de l'époque : Chavez qui représente l'opposition aux Etats-Unis, et les présidentes du Brésil et de l'Argentine. L'idée de cette communauté est de pouvoir intégrer sans la pression des Etats-Unis qui dominent économiquement tout le continent. Dans la caricature, le dessinateur utilise le sport comme facteur de division : les Etats-Unis jouent au football américain et les autres au football

(soccer).

4/ Au début des années 2010, l'influence du Brésil a été plus importante en tant que puissance émergente participant au forum des BRICS. La croissance économique brésilienne lui permettait de se poser en leader du continent sud-américain. A cette époque, le Brésil négocie les accords de Doha au niveau de l'OMC, mais aussi c'est lui qui accueillera la coupe du monde de football de 2014 et les JO d'été de 2016 à Rio. De plus, de nombreux gouvernements sud-américains ont été élus sur un programme anti-Etats-Unis comme en Bolivie et toujours au Venezuela.

Deuxième partie géographie :

Exercice n°3 : les engagements militaires et humanitaires de la France et des Français dans le monde.

1/ L'engagement militaire de la France a commencé en 2013 avec l'opération Serval au Mali. Elle s'est prolongée avec l'actuelle opération Barkhane. Cela s'est traduit par l'envoi de militaire afin de lutter contre les groupes islamistes qui menaçaient de prendre le pouvoir au Mali. Cette opération a été approuvée par les Nations Unies comme ce qui est de la création du G5 Sahel. Le but était de faire participer 5 pays de la zone sahélienne à la lutte contre le terrorisme islamiste.

2/ La raison de l'intervention est la lutte contre Al Qaida au Maghreb islamique (AQMI) qui prenait une part de plus en plus importante dans la déstabilisation du Mali avec le risque de prendre le pouvoir.

3/ La première intervention fut décidée par la France mais autorisée par les Nations Unies comme ce fut le cas de la création du G5 Sahel et le vote de la résolution 2359 le 21 juin 2017.

4/ Il y a deux grands types de limites. Tout d'abord des limites financières car ces opérations coûtent très chères (800 millions d'euros par an pour Barkhane) et que la situation financière de la France n'est pas excellente (déficit du budget). Ensuite viennent les limites militaires qui sont humaines avec le manque de personnels et de moyens avec un manque d'équipements.

Exercice n°4 : Les Français dans le monde : de nouvelles mobilités.

1/ Avant de décrire l'inégale répartition des Français vivant à l'étranger, on peut constater que leur nombre augmente entre 2010 et 2016. On est passé d'environ 1,5 million à 1,8 million. 50 % des Français résident dans un pays européen (UE ou hors UE), 20 % sont sur le continent américain, 14 % en Afrique, 8 % au Proche et Moyen-Orient et 8 % en Asie-Océanie.

2/ On distingue 4 profils de Français expatriés :

- les résidents à long terme,
- les binationaux,
- les jeunes expatriés et
- les étudiants Erasmus.

3/ Il existe différents moyens pour maintenir des liens avec la France comme les consulats et ambassades, les associations (faible part : 10 %), les Instituts français et les Alliances françaises ainsi que les réseaux sociaux plébiscités par la nouvelle génération de migrants.

4/ Cette mobilité participe au rayonnement de la France par des actions culturelles comme la promotion de la langue et la culture française ; par des actions économiques de part leur travail dans les pays qui les accueillent ; par les réseaux sociaux et par des actions locales comme l'aide aux migrants en Turquie.